

Entrepôt ECTRA CROLLES

Justification du respect des prescriptions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 – rubriques 4511 Déclaration

* : C : Conforme, NC : Non conforme, E : Ecart et/ou demande dérogation

<i>Prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 23/12/1998 relatif à la rubrique 4511</i>	<i>Justification du respect des prescriptions générales</i>	<i>C / NC*/E</i>
<p>1. Dispositions générales</p> <p>1.1 - Conformité de l'installation</p> <p>1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p> <p>1.1.2. Contrôle périodique</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>1.2 - Modifications</p> <p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.</p> <p>1.3 - Justification du respect des prescriptions de l'arrêté</p> <p>La déclaration précise les mesures prises ou prévues par l'exploitant pour respecter les dispositions du présent arrêté.</p>	<p>-</p> <p>Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Sans objet, les installations sont comprises dans un site soumis à autorisation</p> <p>-</p> <p>Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>
<p>1.4. Dossier installation classée</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p>	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale	

<ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; - les documents prévus aux points <u>3.5</u>, <u>3.6</u>, <u>4.3</u>, <u>4.7</u>, <u>4.8</u>, <u>5.1</u>, <u>7.4</u> du présent arrêté. 		
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l' <u>article L. 511-1 du titre Ier du livre V du code de l'environnement</u> (référence : <u>article 38</u> du décret du 21 septembre 1977).	Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation	-
1.6. Changement d'exploitant Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration (référence : <u>article 34</u> du décret du 21 septembre 1977).	Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation	-
1.7. Cessation d'activité Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées (référence : <u>article 34-1</u> du décret du 21 septembre 1977).	Cf. procédure définie par l'arrêté d'autorisation	-
2. Implantation - aménagement 2.1. Non concerné	Non concerné	
2.2. Intégration dans le paysage L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...). 2.3. Interdiction d'habitations au-dessus des installations L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale	C
2.4. Comportement au feu des bâtiments Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure ; - couverture incombustible ; 	Cf dossier de demande d'autorisation environnementale Murs REI120 Couverture bacs aciers Portes intérieures EI120	C C

<p>- portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</p> <p>- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure ;</p> <p>- matériaux de classe A2 s1 d0, ex. M0 (incombustibles).</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Désenfumage des cellules avec commandes d'ouverture à proximité des issues de secours</p>	<p>C</p>
<p>2.5. Accessibilité</p> <p>L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle doit être desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades doit être équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p>	<p>Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Accessibilité périphérie du bâtiment</p>	<p>C</p>
<p>2.6. Ventilation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.</p>	<p>Dispositif de ventilation des cellules avec extraction et renouvellement en air neuf</p>	<p>C</p>
<p>2.7. Installations électriques</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.</p>	<p>Installations implantées selon dispositions réglementaires et contrôlées annuellement par organisme agréé</p>	<p>C</p>
<p>2.8. Mise à la terre des équipements</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, charpente) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits</p>	<p>Les éléments métalliques sont raccordés à la terre</p>	<p>C</p>
<p>2.9. Rétention des aires et locaux de travail</p> <p>Le sol des locaux de stockage ou de manipulation des substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point <u>5.7</u> et au <u>titre 7</u>.</p>	<p>Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Tous les locaux sont sur dalle béton étanche avec stockages en rétention (cf ci-dessous)</p>	<p>C</p>
<p>2.10. Cuvettes de rétention</p> <p>Le stockage des substances ou préparations liquides réagissant violemment au contact de l'eau doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>		

<p>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>	<p>Rétention au sein des cellules par décaissement et étanchéité résistante aux produits Capacités des rétention supérieures aux capacités nécessaires réglementairement Cf dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Récipients de capacité maximale de 1000 l</p>	<p>C</p>
<p>3.1 - Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>	<p>Personnel formé au risque chimique. Contrôle d'entrée des produits entrants notamment de l'intégrité des récipients et des emballages.</p>	<p>C C</p>
<p>3.2. Contrôle de l'accès Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations</p>	<p>Accès aux locaux uniquement par badge magnétique</p>	<p>C</p>
<p>3.3. Connaissance des produits - Etiquetage L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques sont contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France. Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, notamment, à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou au règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges..</p>	<p>Les FDS de tous les produits sont accessibles en permanence</p> <p>Tous les produits sont étiquetés conformément au règlement CLP en vigueur</p>	<p>C C</p>
<p>3.4. Propreté Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'utilisation de l'eau dans les locaux de stockage doit faire l'objet d'une procédure écrite.</p>	<p>Locaux entretenus et nettoyés périodiquement Procédure d'entretien adaptée aux locaux à risque</p>	<p>C</p>
<p>3.5. Registre entrée/sortie</p>		

<p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles doit être limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	<p>Enregistrement de toute personne étrangère à l'accueil du site avec contrôle d'identité et signature du registre</p>	<p>C</p>
<p>3.6. Vérification périodique des installations électriques</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p>	<p>Contrôle périodique annuel de toutes les installations électriques par organisme agréé</p>	<p>C</p>
<p>4. Risques</p> <p>4.1. Protection individuelle</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p>	<p>EPI adaptés aux risques en cas de sinistre</p> <p>Vérification annuelle des EPI soumis à contrôle</p>	<p>C</p>
<p>4.2. Moyens de secours contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ; - d'une réserve de sable meuble et sec adaptés au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ; - un système interne d'alerte incendie. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>	<p>Voir descriptif des moyens au dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Moyens conformes aux prescriptions</p>	<p>C</p>
<p>4.3. Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p>	<p>Plan des zones à risques à jour</p> <p>Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p>	<p>C</p>

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques, etc.). Ce risque est signalé.	Affichage des risque en entrée de chaque zone	C
4.4. Matériel électrique de sécurité Dans les parties de l'installation visées au point <u>4.3</u> " atmosphères explosives ", les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause	Plan de zonage ATEX réalisé par l'exploitant Les zones identifiées font l'objet d'un affichage de sécurité	C
4.5. Interdiction des feux Dans les parties de l'installation visées au point <u>4.3</u> , présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.	Flamme ou point chaud interdit sur tout le site sauf à disposer d'un permis de feu (procédure d'intervention sous PdP – permis feu)	C
4.6. " Permis d'intervention " et/ou " permis de feu " dans les parties de l'installation visées au point <u>4.3</u> Dans les parties de l'installation visées au point <u>4.3</u> , tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant les règles d'une consigne particulière Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant	Plan de prévention et éventuellement permis de feu obligatoire pour toute intervention sur site	C
4.7. Consignes de sécurité Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.	Application obligatoire de la procédure de « Consignes générales de sécurité »	C
4.8. Consignes d'exploitation Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ;	Instructions générales d'exploitation (voir à ce sujet système de gestion de la sécurité).	

<p>- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage.</p>	<p>Pas de manipulation ou transferts des produits</p>	
<p>5. Eau 5.1. Prélèvements Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un disconnecteur hydraulique. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. 5.2. Consommation Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. 5.3. Réseau de collecte Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible, et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. 5.4. Mesure des volumes rejetés La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel. 5.5. Valeurs limites de rejet Tout rejet dans le milieu naturel est interdit. Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel. 5.6. Interdiction des rejets en nappe Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine, est interdit.</p>	<p>Non concerné – activité de stockage ou conformité aux prescriptions Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p> <p>Non concerné pas de rejet</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p>	<p>C</p> <p>C</p>
<p>5.7. Prévention des pollutions accidentelles Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire soit dans les conditions prévues au point <u>5.5</u> ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au <u>titre 7</u> ci-après.</p>	<p>Rétention des installations et isolement des réseaux vers bassin de rétention. Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale</p>	<p>C</p>
<p>5.8. Epandage L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit</p>	<p>Non concerné</p>	<p>-</p>

6. Air - Odeurs 6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère 6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée	Non concerné – pas de rejet atmosphériques	-
7. Déchets 7.1. Récupération - Recyclage - Élimination 7.2. Stockage des déchets 7.3. Déchets banals 7.4. Déchets industriels spéciaux 7.5. Brûlage	Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale Procédure de gestion des déchets conformément aux dispositions réglementaires	C
8. Bruit et vibrations 8.1. Valeurs limites de bruit 8.2. Véhicules - Engins de chantier 8.3. Vibrations 8.4. Mesures de bruit	Pas de problématique bruit au niveau du site Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale	C
9. Remise en état en fin d'exploitation 9.1. Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation 9.2. Traitement des cuves	Voir procédure de remise en état Cf. dossier de demande d'autorisation environnementale	C